



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n°537 du 19 JUIN 2026
de prescriptions complémentaires**

Société SCI AXCEL BEAUNE

**portant sur la mise à jour des conditions d'exploiter
une plate-forme logistique située sur la commune de BEAULIEU-SUR LAYON**

Installation classée pour la protection de l'environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire

Vu le Code de l'environnement (parties législative et réglementaire), et en particulier ses articles L.181-14 et R. 181.46.I ;

Vu le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et introduisant les rubriques 4XXX ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du 28 janvier 2026 portant nomination de M. Raymond YEDDOU en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté DRAJ/MICCSE n° 2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011 n° 91 du 15 mars 2011 autorisant la Société PARCOLOG GESTION SARL à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles, situé dans la ZAC Anjou Actiparc du Layon à Beaulieu-sur-Layon ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD-2011 n° 412 du 15 septembre 2011 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 relatives aux rejets d'eaux pluviales ;

Vu le récépissé de transfert d'exploitation, en date du 6 décembre 2022, délivré à la SCI AXCEL BEAUNE ;

Vu la déclaration de modification des installations adressée à Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire par la SCI AXCEL BEAUNE en date du 29 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 21 avril 2026 ;

Vu les observations formulées le 18 mai 2026 par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

Considérant que le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations classées et les règles de classement des rubriques de stockage de matières combustibles ;

Considérant que les activités exercées par la société SCI AXCEL BEAUNE ne constituent pas au regard de la nomenclature des installations classées, une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation relevant des seuils de la directive Seveso 3 ;

Considérant que suite aux évolutions réglementaires de la nomenclature des installations classées, les installations relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 ;

Considérant que les installations du site qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation initiale conservent le bénéfice de leur autorisation environnementale, en particulier en ce qui concerne l'instruction des modifications ;

Considérant que les modifications portées à la connaissance du préfet en date du 29 janvier 2026 en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement concernent :

- la réduction du périmètre ICPE puisque l'entrepôt ne dispose que de 6 cellules de stockage sur les 8 cellules autorisées ;
- la réduction de la puissance thermique de combustion ;
- la réduction de la puissance de la charge de batteries.

Considérant que le projet d'extension de la plate-forme logistique est considéré comme une modification non substantielle au regard des critères mentionnés à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et ne nécessite pas de dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement mais reste instruit par une procédure relevant du régime de l'autorisation ;

Considérant que dans le cadre des évolutions réglementaires et des modifications apportées aux installations, l'exploitant a procédé à l'actualisation des modélisations incendie de ces cellules à l'aide du logiciel flumilog en application de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Considérant les résultats des modélisations qui montrent que les flux thermiques correspondant aux effets létaux significatifs sont maîtrisés à l'intérieur des limites de propriété et que les flux thermiques de 5 kW/m² correspondant au seuil des effets létaux ne touchent pas de zones constructibles (zone agricole (A) ou zone naturelle ou forestière (N) selon le PLU) et de routes à grande circulation (voie communale servant de desserte ou exploitation de l'entrepôt) ;

Considérant que la hauteur de stockage en cellule C6 nécessite d'être limitée à 7 m en cas de stockage de type 2662 et 2663 afin de ne pas entraîner de zones d'effets thermiques sur les terrains voisins à l'Ouest qui sont urbanisables (zone 1AUya selon le PLU) ;

Considérant que des modifications ont été apportées à la défense incendie externe du site avec la mise en place d'une réserve d'eau incendie d'une capacité de 360 m³ afin de pallier l'alimentation défaillante des poteaux incendie connectés au réseau public ;

Considérant que les modifications apportées aux installations ne sont donc pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des évolutions réglementaires, le classement des installations du site doit être mis à jour ;

Considérant que l'évolution des conditions d'exploitation et de stockage, ainsi que l'évolution de la défense incendie du site constituent une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 – Bénéficiaire et portée du présent arrêté

La société SCI AXCEL BEAUNE dont le siège social est situé 204 avenue de Colmar à STRASBOURG (67100) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations qui sont situées route du Soleil Levant, dans la ZAC Anjou Actiparc du Layon à BEAULIEU-SUR-LAYON (49750) et qui sont détaillées dans le tableau à l'article 1.2 du présent arrêté.

Article 1.2 - Nature des installations

Les dispositions du chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n° 91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (ICPE)

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime(**)
1510-2-b	Entrepôts couverts (*) (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du	IPD = bâtiment entrepôt y compris zone technique et bureaux attenants volume total de l'entrepôt 434 830 m ³ (**) (** volume déterminé selon les préconisations du guide entrepôt version juin 2024	E

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime(**)
	<p>public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p> <p>(*) Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>	<p><i>c'est-à-dire le volume réel)</i></p> <p>35 360 tonnes de matières combustibles (dont des produits anciennement classés sous les rubriques 1530, 1532, 2663-1, 2663-2 pour un volume de 70 723 m³, correspondant au volume stocké dans 6 cellules)</p>	
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Chaudière à gaz 1,570 MW	DC
2925-1	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	375 kW	D
4718-2-b	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les</p>	2 cuves aériennes de propane 7 t	DC

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime(**)
	cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre de la rubrique 4718		

(**) A (autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), D (déclaration) ou DC (avec contrôle périodique)

Article 1.2.2 - Nature des produits stockés

Les activités de l'entrepôt objet de la présente autorisation consistent au stockage de produits combustibles divers.

a) produits autorisés

Les produits stockés dans les cellules 1 à 6 sont des produits divers relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2663.1 et 2663.2.

Les capacités maximales de stockage dans l'entrepôt en cas de stockage de produits répertoriés suivant les deux catégories ci-dessous sont :

- 35 360 t pour des produits combustibles visés par la rubrique 1510,
- 70 723 m³ pour le bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues, polymères, pneumatiques visés au titre des rubriques 1530, 1532, 2662, 2663.

En cas de mélange, les capacités maximales dans l'ensemble de l'entrepôt et chaque cellule suivent les règles de proportionnalité définies dans la demande d'autorisation.

Pour ces rubriques, l'exploitant titulaire de l'autorisation tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les volumes stockés ne dépassent pas les capacités visées ci-dessus. Lorsqu'il y a plusieurs locataires, l'exploitant tient à jour une synthèse des quantités stockées dans l'ensemble de l'entrepôt.

b) produits non autorisés

Les produits suivants sont interdits dans l'entrepôt. Il s'agit notamment :

- des liquides extrêmement inflammables de catégorie A,
- des produits comburants,
- des produits toxiques.

Article 1.2.3 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune de BEAULIEU SUR LAYON, en secteur AUYa1 « Anjou Actiparc du Layon » du PLU.

Le site s'étend sur une superficie de 77 583 m² dont 36 690 m² occupés par les bâtiments et 17 510 m² par les voiries et parkings suivant le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.4 -Caractéristique des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un entrepôt de 35 352 m² environ divisé en 6 cellules de stockage de surface inférieure à 6000 m² chacune. Elles sont dédiées aux stockages de matières combustibles,
- des quais d'expédition et de réception,
- des locaux techniques comprenant :
 - 2 locaux de charge de batteries pour les engins de levage,
 - local de chaufferie,
 - local sprinkler,
- deux cuves de propane aériennes d'environ 3.5 t de capacité utile,
- des bureaux et locaux sociaux.

Il n'y a pas de production ou de fabrication de marchandises sur le site.

Article 1.3 - Prescriptions techniques applicables à l'établissement

Les dispositions du chapitre 1.7 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n°91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1.3.1 -Arrêts ministériels de prescriptions générales associées installations soumises à l'enregistrement

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent aux installations du site dans les conditions suivantes :

L'entrepôt est une installation existante 1510 avec un régime modifié au 1er janvier 2021. Les annexes applicables sont les suivantes :

Régime au 1/01/2021	Date de la demande d'autorisation	Annexe IV, V ou VI	Annexe VII point 1	Annexe VIII
Enregistrement	Cellules 1 à 6 AP 15/03/2011	Annexe IV point II (version en vigueur au 31/12/2020)	applicable	applicable

Article 1.3.2 -Arrêts ministériels de prescriptions générales associées aux installations soumises à déclaration

Outre les dispositions du Code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent :

- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

- l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925 (atelier de charge d'accumulateurs) ;
- l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.

TITRE 2 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Article 2.1 - Implantation et règles d'aménagement

Article 2.1.1 - Éloignement – Maîtrise des risques

Les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n° 91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les parois extérieures de l'entrepôt sont suffisamment éloignées :

- des limites de site, d'une distance correspondant aux effets thermiques de 8 kW/m²,
- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;
- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt conformes aux dispositions du point 4. de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).

L'exploitant prend toutes les dispositions pour maîtriser les zones d'effets thermiques liés à un incendie de la cellule 6 à l'intérieur des limites de propriété. En cas de stockage de matières combustibles de type 2662 et de type 2663, la hauteur de stockage dans la cellule 6 est limitée à 7 mètres conformément aux règles de stockage précisées à l'article 2.2 du présent arrêté.

Article 2.1.2 - Accès et circulation dans l'établissement

Les dispositions du dernier paragraphe de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n°91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les réserves d'eau incendie de 180 m³ et de 360 m³ sont accessibles en toute circonstance aux véhicules de lutte contre l'incendie. Ces réserves sont aménagées avec une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 60 m² et 96 m² conformément aux normes en vigueur. Aucun rejet des eaux d'extinction incendie ne doit se faire dans les réserves d'eau incendie.

Article 2.1.3 – Bâtiment et locaux

Les dispositions du paragraphe c) relatif aux cellules de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n° 91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'entrepôt est compartimenté en 6 cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières en feu lors d'un incendie.

Afin de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les 6 cellules de stockage doivent être des murs d'euro-classe REI 120 (coupe-feu de degré minimum 2 heures),
- la paroi de la cellule 6 en façade Ouest est un mur d'euro-classe REI 120 (coupe-feu de degré minimum 2 heures),
- les parois qui séparent les cellules de l'entrepôt des autres locaux (locaux techniques, locaux sociaux et bureaux) sont des murs d'euro-classe REI 120 (coupe-feu de degré minimum 2 heures),
- les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement et doivent être prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi,
- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs,
- les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs,
- les portes communicantes entre les cellules doivent être d'euro-classe EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles,
- la toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche placée le long des parois séparatives peut assurer cette protection sous réserve de justification,
- les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux de caractéristiques minimales A1 (M0), y compris leurs fixations, et stables au feu de degré un quart d'heure.

Article 2.2 - Mode général d'exploitation de l'entrepôt

Les dispositions du paragraphe b) de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n° 91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2.2.1 – Conditions de stockage

Les cellules 1 à 6 sont dédiées au stockage de produits emballés de matières combustibles.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante:

- 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m²,
- 2°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum,
- 3°) distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°) et 2°) ne s'appliquent pas. La disposition 3°) est applicable dans tous les cas.

Le stockage des matières en vrac n'est pas autorisé.

En présence du système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur maximale de stockage est la suivante :

Cellules	C1	C2	C3	C4	C5	C6
Hauteur max de stockage	9 m (en rack)	9 m (en rack)	9 m (en rack)	6 m (en masse) 9 m (en rack)	6 m (en masse) 9 m (en rack)	6 m (en masse) 9 m (en rack, palette type 1510) 7 m (en rack palette type 2662 et 2663)

Article 2.2.2 – Matières dangereuses

Les matières dangereuses inflammables (aérosols inflammables, liquides inflammables, solides inflammables) peuvent être stockées en petites quantités sous réserve de ne pas dépasser respectivement les seuils de classement pour les rubriques 4320, 4331 et 1450 et de respecter les règles suivantes :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

Article 2.3 - Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions du paragraphe relatif aux poteaux incendie de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2011 n° 91 du 15 mars 2011 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement dispose d'une défense incendie des installations capables de fournir en toutes circonstances un débit total minimum de 270 m³/h pendant deux heures, soit un volume total de 540 m³ (volume pour deux heures d'extinction).

Elle est assurée par la mise en place des moyens minimums suivants et accessibles aux services de secours :

- 6 poteaux incendies privés répartis autour du site alimenté par le réseau public de la commune de Beaulieu-sur-Layon. Il sont alimentés de façon à fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.
- une réserve d'eau incendie de 180 m³ et une seconde réserve d'eau incendie de 360 m³ dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Les poteaux incendie normalisés (PIN) de diamètre 100 mm, sont implantés à 100 m au maximum des bâtiments et au maximum à 5 m des voies d'accès.

Les installations sont utilisables en période de gel.

Les agents d'extinction et les débits doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments qui justifient que les produits et les débits d'extinction sont adaptés aux risques.

Il tient à disposition de l'inspection des installations classées la justification de la disponibilité effective des débits d'eau et des réserves d'eau.

Ces moyens incendie sont réceptionnés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). La réception fait l'objet d'une formalisation tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.4 - Cuves de gaz inflammables liquéfiés (rubrique 4718)

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs suivants :

- les justificatifs attestant de l'absence d'effets dominos sur les cuves de gaz. Le cas échéant, la proposition des mesures de maîtrise des risques pour atteindre cet objectif avec un échéancier de mise en œuvre.
- l'analyse de conformité par rapport aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4718. En cas de non conformités, le plan des actions correctives pour y remédier avec un échéancier de réalisation.

Article 2.5 – Porter à connaissance des « risques technologiques »

Les éléments nécessaires (formatage adapté) sous forme de données et de plans afin de réaliser un porter à connaissance " risques technologiques " et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées sont transmis **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées.

TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 3-1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3-2 – Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3-4 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie Beaulieu-sur-Layon et peut y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Beaulieu-sur-Layon pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3-5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection des Installations Classées, le maire de la commune de Beaulieu-sur-Layon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société AXXEL BEAUNE.

Fait à Angers, le **19 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU

